

**Conseil d'administration
2-3 juin 2021**

**En référence au
point 3.1 de l'ordre du jour**

Point de l'ordre du jour : Régénération des SDSR après la Covid

Résumé : le monde post-pandémie sera très différent - mais peut-être pas assez différent. Comment cela affectera-t-il la santé et les droits sexuels et reproductifs ? Quelle sera la contribution de l'IPPF et comment doit-elle s'adapter ?

Action requise

Le Conseil d'administration d'examiner ce papier et fournir des orientations pour alimenter le process de conception de la stratégie et les opérations de 2022.

Un contexte à jamais modifié

La plupart des gens pensent qu'à l'instar de la chute du mur de Berlin ou de l'effondrement de la banque Lehman Brothers, la pandémie due à la Covid est un événement qui a bouleversé, et bouleverse toujours, le monde et dont les conséquences sont, et seront, considérables. Tout comme cette maladie a brisé des vies, perturbé les marchés et révélé la compétence (ou le manque de compétence) des gouvernements, elle ne peut qu'entraîner des changements permanents que nous osons à peine à imaginer aujourd'hui.

Comment les sociétés vont-elles évoluer et se développer dans le sillage de la pandémie ? Nous ne connaissons pas encore la réponse et, à certains égards, nous ne savons même pas quelles sont les bonnes questions à poser. Il y a moult débats et chaque leader d'opinion propose son point de vue. Et nous savons que la politique économique et les changements dans le monde du travail, de l'éducation et de la santé auront un impact sur les résultats en matière de sexualité et de reproduction, tout autant que sur les services que nous pouvons offrir. Pouvons-nous ré-imaginer la relance ? Pouvons-nous remettre en question et donner forme aux choix politiques qui seront présentés comme nécessités technocratiques ?

Politique économique et changements dans le monde du travail

L'économie mondiale connaît actuellement sa pire récession depuis la Grande Dépression. L'année dernière, la dette publique mondiale a grimpé en flèche pour approcher les niveaux

observés pour la dernière fois au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nations ayant augmenté leurs dépenses pour lutter contre la pandémie de Covid-19 et ses retombées économiques.

La dette publique en tant que pourcentage du produit intérieur brut mondial a bondi à 98 % fin décembre, contre 84 % fin 2019, avant la pandémie. La hausse a été particulièrement importante parmi les économies avancées, qui peuvent facilement emprunter à des taux d'intérêt très bas. Le ratio dette/PIB de ces nations est passé à 123 % en décembre, contre 105 % en 2019, et il devrait atteindre 125 % cette année.

Ayant apparemment tiré les leçons de la crise financière de 2008, le FMI semble conclure à l'inutilité de l'austérité (réduction rapide des dépenses publiques) après la Covid dans la plupart des pays avancés. Toutefois, les recommandations pour les économies émergentes n'ont pas vraiment changé : « les pays qui n'ont qu'un accès limité aux marchés financiers devront être beaucoup plus prudents dans leurs stratégies budgétaires », prévient le FMI. Et comme Oxfam l'a récemment souligné : 84 % des prêts COVID-19 accordés par le FMI encouragent, et dans certains cas demandent, que les pays pauvres durement touchés par les retombées économiques de la pandémie adoptent des mesures d'austérité plus sévères à la suite de la crise sanitaire. Une nouvelle analyse d'Oxfam révèle que 76 des 91 prêts du FMI négociés avec 81 pays depuis mars 2020 - date à laquelle la pandémie a été déclarée - poussent à des mesures de rigueur qui pourraient se traduire par des coupes sombres dans les systèmes de santé publique et les régimes de retraite, des gels et des réductions de salaires pour les acteurs du secteur public tels que les médecins, les infirmières et les enseignants, et des réductions des allocations chômage et des indemnités maladie. Qu'est-ce que cela signifie pour les inégalités croissantes et pour les droits sexuels et reproductifs ? Qu'est-ce que nous devons faire ?

L'un des aspects uniques de la récession actuelle est son impact sur les femmes : bien que les hommes soient plus susceptibles de mourir de la Covid-19, le bilan de la pandémie sur l'emploi est plus lourd pour les femmes. Contrairement aux autres récessions modernes, la récession pandémique a entraîné davantage de pertes d'emploi chez les femmes que chez les hommes. Alors que les années 1970 ont marqué le début de périodes de perte d'emplois masculins dans des secteurs comme la construction, la perte d'emplois féminins actuelle touche fortement des secteurs comme l'hôtellerie et la vente au détail.

Au niveau mondial, les pertes d'emplois féminins dues à la Covid-19 sont 1,8 fois plus importantes que pour les hommes. La récession pandémique est particulièrement difficile pour l'emploi des femmes dans le monde pour deux raisons liées aux dangers des contacts de proximité : les restrictions sur les emplois de service et la fermeture des écoles et des garderies.

Du côté positif, des recherches menées dans des pays comme le Kenya, l'Italie et les Philippines montrent que les hommes assument de plus en plus la garde des enfants (même si les femmes consacrent toujours plus d'heures aux tâches ménagères et à la garde des enfants que les hommes). Dans un scénario optimiste, les femmes et les hommes pourraient sortir de la pandémie avec une répartition moins asymétrique des responsabilités domestiques. Comment l'IPPF s'y prend-elle pour soutenir un leadership féministe offrant une plus grande équité ?

Aucun phénomène n'a été aussi affecté par la réaction de l'humanité à la COVID-19 que la migration. Le virus a radicalement changé les options des millions de personnes qui se déplacent à la recherche de meilleures opportunités. Nous avons constaté l'émergence de récits anti-migrants alimentant la xénophobie et la stigmatisation de personnes dont la contribution a été si précieuse. Nous voyons aujourd'hui l'opportunité de ré-imaginer la mobilité humaine, de construire des sociétés plus inclusives et résilientes, où une migration bien gérée exploite l'expertise et le dynamisme des migrant-e-s pour relancer l'économie, tant à l'échelle nationale que mondiale.

Les retombées politiques - qu'est-ce que cela signifie pour les populistes ?

En tant qu'« entrepreneurs de la crise », les populistes prospèrent souvent pendant ou après une crise, en s'appuyant sur les colères qui émergent et en cherchant à « alimenter un cycle de crise permanent ». Comme les effets économiques de la pandémie exacerbent les inégalités existantes, le terrain pourrait devenir plus fertile pour les partis populistes de droite et les partis nationalistes radicaux.

Dans le court terme (et à quelques exceptions notables près), les électeurs n'ont pas récompensé les gouvernements qui ont adopté des approches cavalières ou négationnistes envers l'épidémie et nous notons que les gouvernements de nombreux pays développés commencent enfin à faire preuve de dynamisme en matière de vaccination, rétablissant ainsi un certain degré de confiance parmi les citoyens. Cependant, il ne fait aucun doute que la Covid a déstabilisé davantage l'ordre politique dans les démocraties en creusant le fossé entre les nantis et les démunis (*ceux qui ont et ceux qui n'ont pas*), et en favorisant le « populisme pandémique » sous forme d'une « rhétorique de la liberté » anti-confinement, anti-fermeture des frontières et anti vaccins. Cela pourrait bien alimenter l'opposition à l'IPPF et aux SDSR. Comment nous positionner dans le paysage politique émergent ?

Changements dans le monde de l'éducation

Au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie, 192 gouvernements ont fermé leurs écoles pour tenter d'enrayer la propagation du virus. En avril, 1,5 milliard d'écoliers, lycéens et étudiants avaient été renvoyés chez eux.

Pour les filles des pays les plus pauvres, ces fermetures peuvent signifier la fin de leur parcours scolaire. Pendant la crise de l'Ebola, les filles ont été exposées à l'exploitation sexuelle, aux grossesses précoces et aux mariages précoces ou forcés, ainsi qu'au travail des enfants et à une charge plus importante de corvées à la maison. La perspective que la Covid-19 aggrave les inégalités existantes en matière d'éducation est un fait, mais ce n'est pas inévitable. En effet, la pandémie pourrait s'avérer une conjoncture critique. Les parents du monde entier ont pu se rendre compte de la valeur de l'école et apprécier le travail des enseignant-e-s. Les gouvernements pourraient avoir compris que l'économie et la société dépendent de l'éducation, ici et maintenant, ainsi qu'au long terme. Tout aussi importante, la valeur de l'enseignement supérieur sera-t-elle remise en question par des étudiant-e-s privés de cours en présentiel ? Les jeunes vont-ils repenser la signification de l'éducation, ce qu'ils valorisent et ce qu'ils n'apprécient pas ?

Cette crise va-t-elle se révéler une opportunité ? De quelle manière l'IPPF doit-elle y contribuer ? Comment atténuer l'impact sur les résultats sexuels et reproductifs ?

Changements dans la santé, en particulier les SDR

Le virus a mis en lumière les inégalités catastrophiques imposées par des années d'austérité et de sous-investissements dans la santé publique. Il ne fait aucun doute qu'au cours des prochaines années, l'accent sera davantage mis sur la santé, mais surtout sur les maladies infectieuses.

La violence contre les femmes et filles a explosé, le confinement retirant tout répit aux femmes qui doivent faire face aux agresseurs / harceleurs qui rôdent dans leur propre maison.

Le travail du sexe informel a évolué de manière exponentielle, les draps ayant été délaissés au profit du monde virtuel des webcams, de plateformes comme OnlyFans et d'autres espaces non réglementés qui prolifèrent dans ce nouveau contexte. Les travailleuses du sexe plus âgées et plus marginalisées ont eu du mal à s'adapter à ce nouveau modèle économique, et la diminution de la disponibilité des services de santé sexuelle et reproductive les a rendus plus vulnérables, réduisant à néant des années de progrès.

Celles et ceux qui ont passé leur vie à lutter pour la reconnaissance de modes de vie et d'amour plus diversifiés ont été contraints de reconsidérer leur situation, beaucoup étant poussé-e-s vers des expressions plus hétéro-normatives du sexe et du plaisir. D'autres ont dû faire de leur mieux pour se prendre en charge, car les services spécialisés se sont préoccupés avant tout de répondre aux dures réalités de la pandémie, souvent sans tenir compte des leçons tirées des premiers jours de la crise du sida. Pendant ce temps, dans une tentative bien intentionnée de réduire la propagation du virus, nous avons même vu notre communauté revenir à des messages réducteurs axés sur la monogamie et l'abstinence.

De nombreux jeunes n'ont pas connu l'émotion et l'excitation de leurs premiers rapports sexuels et n'ont que la pornographie et autres formes de réseaux sociaux pour leur tenir compagnie. À l'autre bout du spectre, chaque mois qui passe voit les femmes vieillir et se trouver privées de services de fertilité déjà limités et d'un accès tout aussi limité aux traitements de la ménopause.

La Covid a engendré des souffrances et peines d'amour sans fin, mais aussi une incroyable occasion pour des organisations comme l'IPPF de reconsidérer qui nous servons et comment nous le faisons.

Comment pouvons-nous contribuer à ce que la reconstruction de la santé mondiale aille au-delà de la préparation à la prochaine pandémie pour atteindre une couverture sanitaire universelle dont la santé sexuelle et reproductive est une composante essentielle ? Quel est le rôle de l'IPPF dans une ré-imagination du monde d'une manière qui réponde à l'inégalité et l'intersectionnalité sous-jacentes sur lesquelles la pandémie a prospéré ?

En définitive, si l'humanité doit s'épanouir, nous ne devons pas oublier que nous ne faisons qu'un.

FIN